

il se pourrait qu'une rationalisation ou une modernisation très poussée ou que d'autres améliorations de ce genre entraînent une hausse de la production «par heure-homme» sans que les possibilités d'emploi suivent nécessairement la courbe ascendante de la productivité.

Il me semble donc qu'une politique visant à accroître la productivité doit être accompagnée de toute une série d'autres mesures visant à remédier aux mouvements des emplois, à offrir d'autres formes d'emplois et de toute une série d'autres mesures d'ordre social ou économique. Je ne doute aucunement que les théories s'avèrent probablement exactes à la longue, lorsque l'on considère qu'un accroissement de la productivité, c'est-à-dire un rendement économique excellent, entraînera en fin de compte la création d'emplois dans d'autres secteurs et haussera d'une manière générale le niveau de l'emploi. Je pense que c'est toujours vrai. Mais il faut admettre qu'il existe une période de transition, nous l'avons probablement tous déjà remarqué dans la plupart de nos circonscriptions, et qu'un accroissement de la productivité peut entraîner des problèmes de chômage.

L'autre aspect que doivent considérer ceux d'autre nous qui s'intéressent à ce sujet si important de la productivité, c'est qu'un pays comme le Canada doit payer le prix pour rester ce qu'il est et je ne pense pas que personne doive en aucune façon le regretter. Par exemple, sur le plan purement théorique, sans tenir compte de considérations humaines ou même nationalistes, il faudrait probablement, pour réaliser les économies d'échelle, réduire le prix du transport, ce qui signifierait, en toute objectivité, je le répète, que toute l'activité économique soit située dans une zone relativement petite au centre du pays. On aurait de cette manière la plus grande productivité au plus bas prix.

C'est la rançon qu'il faut payer pour avoir un Canada qui s'étend d'un océan à l'autre. Le développement régional, diverses réalisations dans le Nord, des investissements publics et privés de cet ordre, tout cela est lié au concept de nation, de développement national, mais il faut en même temps se rendre compte que ces facteurs diminuent la productivité, ce qu'il faut considérer quand on fait le bilan de nos réalisations par rapport à celui d'autres pays.

Ce ne sont là que quelques-unes de ce que j'appellerais des réflexions libres sur la productivité, mais j'espère qu'elles ont réussi à montrer aux députés que mon ministère et le gouvernement travaillent très fort dans ce domaine. Je répète qu'il me ferait plus que plaisir d'exposer à la Chambre ce que nous avons appris jusqu'à présent, pour que nous profitions également du jugement d'autres personnes sur cette question.

Comme mon temps s'écoule très rapidement, permettez-moi d'aborder une autre question concernant le commerce et l'économie en général, à savoir la constitution de capitaux. Il y a un peu plus de deux semaines, le Business Advisory Council—que les députés connaissent, je crois, et

#### *Le budget—M. Jamieson*

qui représente quelques-unes des figures marquantes dans le domaine des affaires de l'économie et des finances—a assisté à une réunion extraordinaire portant sur la formation de capital. Ces chefs de file ont conclu tout d'abord qu'à ce chapitre, l'inflation était le problème numéro un, ce qui nous incite certainement à poursuivre nos efforts pour juguler l'inflation, car tant que l'inflation rendra l'économie incertaine, il sera extrêmement difficile de constituer des capitaux. Étant donné nos besoins pour la prochaine décennie ou la suivante, la formation de capital demeure, bien entendu, un problème considérable pour le Canada.

Ce sont des prévisions—et je n'ai pas pu les contester de manière efficace—que de dire que nous aurons sans doute besoin, à ce chapitre, d'une somme d'environ 800 milliards de dollars au cours de la prochaine décennie, sans compter un ou deux ans avant et après cette décennie. D'après nos calculs les plus vraisemblables, environ 500 milliards de cette somme iront au secteur privé. En conséquence, le véritable défi que nous devons relever au Canada est de trouver les meilleurs moyens de réunir ce capital. Au fait, les hommes d'affaires ont convenu à l'unanimité que le financement requis ne posait aucun problème sérieux mais qu'on ne savait pas comment on réussirait à donner une priorité spéciale à certains projets pour éviter que tous les éléments du marché ne se ruent au même moment sur les capitaux, comme cela s'est déjà produit, situation qui, selon les représentants des banques, poserait des difficultés.

● (1610)

Je répète donc que nous consultons les hommes d'affaires pour trouver un moyen de réaliser cela, et mon collègue le ministre des Finances sait, tout comme moi, qu'étant donné l'énorme capital qu'il faudra réunir, il est évident qu'une partie substantielle ira, sous une forme ou une autre, aux entreprises publiques ou para-publiques, principalement à celles se rapportant à l'énergie, soit les entreprises d'électricité, les pipe-lines ou autres services du genre.

**Une voix:** Pétro-Canada.

**M. Jamieson:** Le député dit Pétro-Canada. J'ignore si nous avons calculé Pétro-canada là-dedans, mais il est certain que les chiffres que j'avance maintenant n'ont pas de rapports véritables en ce qui concerne le montant nécessaire. La question n'est pas de savoir si ce sera public ou privé. C'est purement une question de savoir qui le fera. Tels sont les niveaux d'investissement qui seront nécessaires.

**M. Woolliams:** Et peu importe si cela coûte cher.

**M. Jamieson:** J'ai cru entendre le député de Calgary-Nord (M. Woolliams) dire «réduisez les dépenses». Cela fait partie de notre stratégie et j'espère que nous aurons en cela l'appui des députés d'en face.